

## Le développement durable revisité

Jean-Pierre HAUET  
Consultant- BEA Consulting

La définition du Développement Durable donnée par le rapport Brundland de 1987 est considérée aujourd'hui encore comme faisant autorité.

Pourtant cette définition :

***« répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins »***

est aujourd'hui insuffisante.

Formulée à une époque où la pérennité de la croissance semblait acquise, elle met l'accent sur la nécessité de ménager les ressources naturelles et de préserver l'environnement afin de permettre aux générations futures de disposer des biens qui leur seront nécessaires.

Cette définition aborde donc le développement durable essentiellement sous son angle intergénérationnel, en passant quasiment sous silence l'aspect « social » qui s'est imposé depuis, du fait notamment du ralentissement de la croissance économique dans de nombreux pays et de la montée des inégalités dans d'autres, avec des risques de conflits qui risquent de dégénérer bien avant que les générations futures soient parties prenantes au débat.

Le Développement Durable n'est pas la croissance économique mais il s'appuie sur elle. Le Développement Durable est la façon dont la croissance économique doit être suscitée et organisée, non seulement en prenant en compte les préoccupations du long terme mais en contenant les dérives de l'économie de marché dans des limites qui la rendent socialement et éthiquement acceptable.

Il s'agit en particulier de pallier les risques de :

- voir les laissés-pour-compte de la croissance s'enfoncer davantage encore dans le dénuement et dans la révolte sociale qui s'ensuit,
- voir, dans les pays où la croissance est globalement présente, se creuser les inégalités, avec des rythmes de croissance à deux vitesses où les riches deviennent encore plus riches et les pauvres seulement un peu moins pauvres.

Le Développement Durable ne doit pas seulement regarder vers le futur. Il ne peut y avoir de futur meilleur que s'il y a un présent acceptable.

A la composante intergénérationnelle du Développement Durable doit être associée la composante sociale et sociétale afin notamment de veiller à ce que, partout dans le monde, chaque être ait dès que possible accès aux biens essentiels nécessaires à une vie décente et digne.

Le Forum Mondial du Développement Durable qui se réunit à Paris du 26 au 28 novembre propose en conséquence la définition suivante qui lui semble refléter convenablement la solidarité dans l'espace et dans le temps qu'implique le Développement Durable :

**« Le Développement Durable résulte d'un ensemble d'actions publiques ou privées qui visent à satisfaire les besoins essentiels et la santé des populations, à organiser une croissance économique qui profite au mieux-être de l'homme et à assurer une cohésion sociale qui tienne compte des diversités culturelles, en étant attentif à ne pas compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins ».**

Le Développement Durable élargit la notion de croissance économique en lui donnant dans le présent et dans le futur la dimension éthique qui fait défaut au libéralisme conventionnel.

Il s'agit bien d'un modèle de croissance mais d'un modèle fondé sur un pari : le pari que l'internalisation d'un certain nombre de valeurs dans les processus décisionnels du présent sera à plus ou moins long terme payante si l'on veut éviter des pénuries, des dérèglements et des conflits.

Il est évidemment essentiel de savoir si notre société est prête à admettre les nécessaires sacrifices qu'impose dans le court terme le Développement Durable. Un sondage sur Internet, réalisé sous l'égide du Sénat dans le cadre du 1<sup>er</sup> Forum Mondial du Développement Durable et auquel ont répondu à ce jour plus de 1100 visiteurs du site du Sénat, est à cet égard éclairant.

Interrogés sur la priorité à donner à certains objectifs de Développement Durable, les internautes placent en tête l'alimentation en eau potable et la nourriture de tous les hommes, avec un poids relatif que nous prendrons égal à 100.

Suit de très près, la nécessité pour les pays industrialisés de trouver un nouveau modèle de croissance avec un poids relatif de 99.

La notion de croissance économique vue au travers du prisme du Développement Durable, sous ses aspects redéfinition du contenu de la croissance dans les pays industrialisés et satisfaction des besoins essentiels dans les pays émergents, est donc bien comprise.

A contrario, la maîtrise du développement des transports dans les pays industrialisés n'est créditée que de 13, la maîtrise des « mégalo-pôles » de 8 et l'accès de tout être humain à un minimum de puissance électrique de 13.

Dans le même temps, le développement des énergies renouvelables est créditée de 63, à quasi-parité avec l'accès aux soins et aux médicaments (73), le développement d'états de droit (62), la dispensation à tous d'une formation minimale (54) et la définition de modes d'échanges commerciaux plus équitables (47).

On perçoit ici la nécessité d'une information objective. Les énergies renouvelables constituent un objectif important mais hyper-médiatisé alors que l'accès pour tout être humain à un minimum de 50 W, quelle qu'en soit l'origine, serait à l'origine de progrès fantastiques dans le mode de vie et la santé de populations entières. Mais il s'agit sans doute d'un objectif trop technique, trop lointain aussi pour les internautes qui

n'imaginent peut-être pas que deux milliards d'être humains n'ont pas accès du tout à l'électricité.

Le Forum du Développement Durable a l'ambition de choisir ses priorités en toute indépendance, en respectant l'interdisciplinarité et le respect des valeurs éthiques qui a été depuis toujours l'empreinte forte de la revue Passages dont il est issu. Ce faisant et au travers de son Rapport Annuel d'Evaluation, il fera progresser la conscience collective dans la voie d'une meilleure compréhension et d'une meilleure acceptation des principes et des objectifs du Développement Durable.